

Eau et Climat

Premier sommet Climate Chance – Afrique à Abidjan

Les 28 et 29 juin 2018 a eu lieu le premier sommet Climate Chance – Afrique à Abidjan. Celui-ci a été co-organisé par l'Association Climate Chance et l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI).

Ces deux jours de rencontre avaient pour objectif de rassembler les acteurs non-étatiques africains et construire des feuilles de route africaines sectorielles et opérationnelles afin de fournir un cadre de priorités, un agenda pour le renforcement de l'action et des objectifs à court et moyen terme pour les acteurs non étatiques du continent.

Ce travail s'inscrit dans la continuité de la Déclaration d'Agadir, adoptée lors du sommet mondial Climate Chance de Septembre 2017.

Quelques chiffres :

- ➡ 600 participants (collectivités, entreprises, ONG, syndicats, communauté scientifique, représentants des organisations agricoles, de la jeunesse, des peuples autochtones et des femmes, engagés dans la lutte contre les changements climatiques) ;
- ➡ 41 pays ;
- ➡ 27 pays africains.

Retrouvez le programme du sommet Climate Chance – Afrique 2018 [ici](#)

L'EAU DANS LE SOMMET CLIMATE CHANCE – AFRIQUE 2018

Un atelier sur l'eau a été organisé par le Réseau Climat et Développement, le Réseau Eau et Climat des Organisations de jeunes en Afrique Centrale (RECOJAC) et l'ICC sur le thème « *Se préparer aux enjeux d'adaptation en Afrique notamment dans le secteur de l'eau* ». Cet atelier a réuni divers acteurs du secteur de l'eau afin de questionner les différents usages de la ressource en eau dans un contexte de plus grande précarité de la disponibilité de celle-ci, les pratiques permettant une gestion partagée et les modes de gouvernance multi acteurs et multi niveaux à mettre en œuvre pour faire face à la concurrence entre les usages.

Plus d'informations [ici](#)

LA DÉCLARATION D'ABIDJAN

Le sommet a abouti à la [Déclaration d'Abidjan](#) avec des messages communs, des priorités d'action, des propositions concrètes et des recommandations des acteurs non-étatiques d'Afrique sur le climat. Cette déclaration sera portée dans les différents événements de l'agenda international climat (GCAS, Africités, COP24). Il a également été demandé aux Champions du climat de rendre compte de cette mobilisation africaine dans la synthèse finale des dialogues Talanoa.

Les points principaux de la déclaration concernent :

- ➡ L'engagement pris par les acteurs présents de s'impliquer dans la mise en œuvre de ces

feuilles de route, de les élargir à d'autres partenaires.

- ➔ Une confirmation du lien indissociable entre les enjeux du climat et du développement, et la nécessité de répondre conjointement à ces deux défis.
- ➔ Une proposition d'associer, lors de ces prochaines réunions sur l'Agenda de l'action (du Partenariat de Marrakech), les organisations animant ces coalitions africaines.
- ➔ L'identification de plusieurs priorités pour l'action : le renforcement des stratégies territoriales ; l'accès facilité au financement pour les acteurs non-étatiques ; l'intégration du genre dans les politiques publiques ; la place donnée à la jeunesse africaine ; la priorité à l'éducation et à la formation ; la prise en compte des enjeux d'adaptation, en particulier sur les problématiques de l'eau et de l'agriculture ; la nécessité d'une réelle stratégie collective et de plate-forme d'échange sur les données disponibles.

Les problématiques liées à l'eau, spécifiques au continent africain, ont donc leur place dans la déclaration finale du Sommet. Rappelant la vulnérabilité de ce secteur vis-à-vis des dérèglements climatiques, la déclaration insiste sur le fait que les fonds mobilisés pour le climat en Afrique doivent être utilisés de manière équilibrée entre adaptation et atténuation.

Enfin, la Déclaration des Élus Locaux et Régionaux d'Afrique "Lutter ensemble contre le dérèglement climatique en Afrique" a été signée par 9 élus locaux du Sénégal, Ouganda, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Burkina Faso et Togo, afin de souligner et renforcer l'importance de l'implication des sociétés civiles locales par les gouvernements locaux.

Voir la page dédiée de la déclaration des élus locaux africains [ici](#)